

La production en hausse, l'export décroche

• La filière victime du déficit de valorisation et de la désorganisation du marché local

• Des pistes de redressement explorées par les professionnels

UNE assemblée générale pas ordinaire que celle de l'Association des producteurs et exportateurs de fruits et

infographie ci-contre). Le diagnostic établi par des cabinets d'experts est sans appel: la solution réside dans la réforme des marchés de gros, longtemps différenciée, et la pénétration de manière formelle du débouché africain. (Voir aussi article page 6). A défaut, c'est l'acquis de la stratégie agricole qui risque de s'effriter. Et à ce niveau, l'unanimité est faite pour l'ensemble des secteurs agricoles d'exportation: agrumes, primeurs et divers légumes. Ce qui fait dire au président de Comader (Confédération

phénomène prend encore de l'ampleur lorsque le climat s'en mêle. C'est le cas cette année. La clémentine est négociée à moins de 1DH/kg et la tomate peine à décrocher le même prix sur le marché intérieur. Un marché qui absorbe plus de 80% des volumes produits.

A titre d'exemple, la caisse de tomates (28 à 32 kg) se vend actuellement entre 15 et 20 DH alors que le coût de production du fruit est estimé entre 2 et 2,30 DH/kg. Car, une aberration spécifique aux marchés de gros de la région du Sous tient

240.000 ha de cultures maraîchères. Elle enregistre une production de 9 millions de tonnes dont 7,5 millions pour les légumes. Au total, la filière exploite le 1/3 de la superficie agricole utile et assure un rendement moyen de 67 tonnes/ha selon les cultures et les régions.

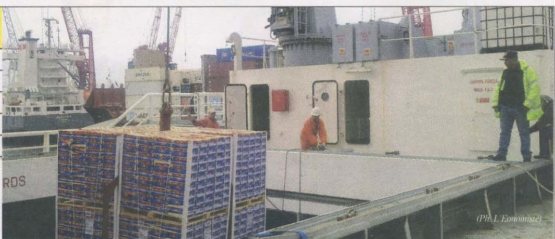
A elle seule, la région Souss-Massa assure 60% de la production nationale des fruits et légumes : 2,3 millions de tonnes. Sa part à l'export s'élève à 84% du total des expéditions marocaines. Une contribution qui passe à 96% pour ce qui est des

L'export des primeurs stagne
(En milliers de tonnes)

	2016-17	2017-18	Part 2017-18	%
Tomates	517,2	528,2	45%	2
Autres légumes	343	345,9	29%	1
Fruits	264,3	307	26%	16
Total	1.124	1.181	-	5

Source: Apefel

Sur 9 millions de tonnes, l'export porte sur moins de 1,2 million alors qu'il s'établissait à 1,5 million de tonnes, il y a une décennie. Pour les légumes, l'écart est plus important. A peine 345.000 tonnes sur un volume produit de l'ordre de 7,5 millions



légumes (Apefel). Contrairement aux rencontres souvent limitées à l'examen des rapports d'activité et financiers, les professionnels ont focalisé le débat sur l'avenir de leur secteur, qu'ils considèrent menacé. Et pour cause! La production s'inscrit en hausse soutenue alors que la valorisation et la distribution ne suivent pas. Un marché local désorganisé et des limites avérées au niveau de la diversification des débouchés extérieurs. (Voir

marocaine du développement agricole), Ahmed Ouayach, «le plan Maroc Vert est victime de sa réussite». Selon lui, autant la production augmente autant la part exportable stagne, voire recule. Avec à la clé une dégradation de la recette du producteur combinée à l'aggravation des coûts pour le consommateur. A tel point, qu'à «certaines périodes les prix payés au producteur chutent de manière catastrophique», dénonce un primeuriste. Le

au fait que les transactions sont réalisées sur la base de caisses et plateaux et non pas l'unité de pesage, universellement reconnue: le kilogramme. Cela permet au marchand de faire le gain de 3 à 5 kg par caisse de tomate. Ce que les producteurs dénoncent avec force.

Or l'enjeu est de taille. La filière des fruits et légumes occupe une superficie de plus de 1,3 million d'hectares dont plus de 1 million de plantations fruitières et

tomates. Lors de la dernière saison, pas moins de 530.000 tonnes ont été réalisées par la région.

Des efforts de diversification ont été déployés, notamment en direction de Russie et des pays du Golfe, mais une forte concentration reste exercée sur les marchés de l'UE qui absorbent près de 90% des volumes exportés. Avec toutefois une large pénétration de la grande distribution.

Sur les marchés de gros locaux, la région assure un approvisionnement d'environ 5 millions de tonnes de légumes. Ceci, directement via les volumes tout venant ou indirectement à travers les écarts de triage dégagés par les stations de conditionnement. Or si les volumes transitant par les stations peuvent s'avérer indemnes de résidus chimiques (la cueillette se fait après la période de rémanence des produits de traitement), il n'en est pas de même pour ceux qui proviennent directement des exploitations agricoles. A cet effet, l'organisation des producteurs sur les dangers sanitaires que cela représente. Selon la profession nombreux sont les exploitants qui traitent avec de «véritables poisons». Des produits non-homologués et pour la plupart interdits à l'importation mais qui ont l'avantage d'être commercialisés à très bas prix. D'où l'appel aux organismes de contrôle dédiés de prendre les mesures qui s'imposent, à commencer par des prélèvements et analyses des produits sur les marchés de gros. En attendant, bien entendu leur réforme. □

A.G.

Fruits et légumes: Le marché africain ciblé

◆◆◆◆

- **L'accompagnement de l'État incontournable pour faciliter la pénétration**

- **Projet de mise en place d'une plateforme à Gargarate**

- **La réforme des marchés de gros, une urgence**

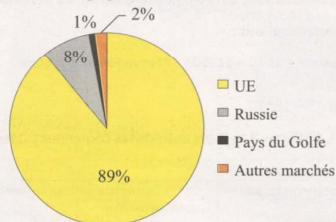
OPACITÉ, désorganisation, infrastructures vétustes et vente à la caisse au lieu du kilo. Aux yeux des professionnels de la filière des fruits et légumes du Sous, les marchés de gros de leur région sont en dessous des normes les plus élémentaires. Une situation si inquiétante, que certains parmi eux envisagent de se reconverter dans d'autres secteurs qui présentent plus de visibilité et surtout de volonté politique de réformer. Or, annoncée depuis une

décennie, la réforme des marchés de gros tarde à voir le jour. Le plan Maroc Vert qui ambitionne de promouvoir un secteur agricole intégré n'a pas pu venir à bout de la résistance de certains départements ministériels qui en détiennent les véritables rênes.

Mais la situation ne peut plus s'en accommoder: La production des fruits et légumes augmente à un rythme de 5% par an alors que la part exportable stagne et les volumes, au demeurant faramineux, destinés au marché local ne couvrent plus les coûts de production.

Aussi est-il urgent d'opérer, au moins, les réglages qui s'imposent. D'abord, en

Export des primeurs:
Forte concentration sur l'UE
(Campagne 2017-2018)



Source: Apefel

Le Maroc exporte une gamme diversifiée de fruits et légumes dont les principaux sont la pastèque, le melon, la fraise, l'haricot vert, le poivron et la courgette. Mais les tomates prédominent toujours. Et l'export est particulièrement concentré sur les marchés de l'UE où il est confronté à une rude concurrence

ce qui concerne la gestion et les infrastructures. A ce niveau, il est relevé un schéma de circulation inadapté (entrée et sortie des moyens de transport, stationnement et pistes boueuses). Le tout est aggravé par le manque de services techniques (contrôle, gestion de l'information, volumes, qualité et prix).

Mais les professionnels ne se font pas d'illusions. Ils envisagent, pour la plupart, d'organiser les transactions selon des produits conditionnés, d'investir également la grande distribution et de pénétrer le marché africain. A la condition d'être impliqués dans la gouvernance de places de distribution en gros et surtout de mettre en place une véritable coordination entre les producteurs eux-mêmes. Car, les projets à mettre en place vont nécessiter des investissements. A commencer par la promotion de produits emballés.

Pour le moment, le débat engagé par l'Association des producteurs et exportateurs des fruits et légumes a permis de dégager quelques pistes de redressement de la situation. En se basant sur une étude, elle propose un modèle de marché local répondant à leurs attentes: infrastructures, schéma de circulation. La profession a également retenu de lancer un travail en collaboration avec les spécialistes pour élaborer un projet des normes commerciales: catégories, calibre, fruits, coloration... De même qu'ils vont lancer une étude sur l'emballage destiné au marché local et proposer des dispositions réglementaires en ce qui concerne le contrôle des résidus chimiques des fruits et légumes transitant par les marchés de gros. Les marchés d'Afrique de l'Ouest s'annoncent à cet égard une issue salvatrice si des conditions sont réunies.

A l'instar du secteur agrumicole qui a déjà installé une plate-forme à Gargarate, les primeuristes optent pour la même démarche. Ceci, bien qu'ils soient conscients des risques encourus. Les principales contraintes se situent en effet au niveau des longues attentes à la frontière mauritanienne, aux taux élevés des droits de douane, aux coûts de transit et au mauvais état des infrastructures routières dans les pays destinataires. Sans oublier aussi l'ampleur du circuit informel. D'où la nécessité de l'accompagnement des services de contrôle (Douane, Eacc) et de la collaboration de certaines banques marocaines présentes en Afrique. Ce qui est à portée, si on tient compte de la volonté politique affichée et des échéances prévues pour la finalisation, en cours de l'adhésion du Maroc, à la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest. □